Tract 14 janvier Pour les droits LGBTQI, Face aux attaques réactionnaires et aux reculs du gouvernement, reprenons la rue le 14 janvier ! Aujourd'hui plus que jamais, face à la haine, mobilisons-nous pour faire valoir les revendications LGBTQI ! – A la rentrée scolaire 2016, les militant-e-s d'extrême droite du milieu traditionaliste Vigi gender s'en sont à nouveau pris à l'école et à la lutte contre les discriminations sexistes. 20 000 brochures ont été envoyées dans les établissements scolaires en France. Ces fascicules « le genre en images » ont pour objectif de discréditer les enseignant-e-s et les associations (comme le Planning Familial) qui œuvrent pour l'éducation à l'égalité dans le cadre des programmes de l'Éducation nationale. Cette campagne au fond nettement LGBTQIphobe, défend une vision binaire et stéréotypée des identités masculine et féminine, stigmatise tou-te-s celles et ceux qui ne s'y conforment pas, reconduit les discriminations sexistes et LGBTQIphobes et nie la pluralité des identités. – La Manif pour Tous a une nouvelle fois occupé la rue en octobre, et ses réseaux s'activent dans la campagne présidentielle, pour faire passer un programme ultra réactionnaire du point de vue sociétal. Le mouvement Sens commun, émanation politique de La Manif pour Tous, fait par ailleurs un lobbying actif auprès de tou-te-s les candidat-e-s à la présidentielle, auxquels ont été envoyées 40 propositions déclinant leur projet réactionnaire. – La campagne de sensibilisation contre le VIH, mettant en scène des couples gays, a été censurée par certaines mairies au nom de la « protection de l'enfance ». – Les discriminations liées à l'orientation sexuelle sont toujours bien réelles, dans notre champ professionnel comme ailleurs : violences verbales et physiques, ostracisation, moqueries, conduisant à la peur de se dire LGBT auprès de collègues… – Cédant face aux attaques de ces dernières années, le gouvernement a multiplié les reculs : retrait des ABCD de l'égalité dans les écoles (juin 2014), abandon de la loi famille et de l'égalité des droits en matière reproductifs entre les lesbiennes et les autres, loi sur le changement d'état civil laissant encore le devenir des personnes trans-genres aux mains des juges. **SUD éducation rappelle que la lutte contre les stéréotypes de genre et contre toutes les formes de discriminations est une des missions de l'école. Et au-delà de l'école, le combat contre toutes les formes d'oppression est aussi celui de SUD éducation, avec pour horizon l'émancipation et l'épanouissement de toutes et tous. SUD éducation revendique :** – la ré-intégration du concept de genre dans les textes officiels et sa prise en compte dans des programmes élaborés par la communauté éducative ; – l'effectivité des séances d'éducation à la sexualité prévues dans les textes officiels et la prise en compte dans ces séances d'une perspective non hétérocentrée, qui mette sur un pied d'égalité toutes les orientations sexuelles et toutes les identités de genre ; – la mise en place de dispositifs dédiés (comme l'étaient les ABCD de l'égalité) permettant aux élèves de réfléchir spécifiquement aux discriminations et stéréotypes de genre, et de les déconstruire ; – la promotion de projets par exemple via les CESC (Conseil d'éducation à la santé et à la citoyenneté), et d'interventions d'associations ou organisations laïques (Planning Familial, SOS Homophobie par exemple) pour compléter les actions et pratiques pédagogiques mises en œuvre dans les établissements ; – le respect du prénom choisi par les élèves et collègues qui commencent une transition ; – une politique de prévention (campagne d'information sur les ambiances de travail sexistes, affichage de la loi sur le harcèlement sexuel) et de suivi (accompagnement des victimes dans leurs démarches, notamment judiciaires), via les CHSCT s'agissant des cas de harcèlement, et la mise en place systématique de la protection fonctionnelle, qui est de droit ; – la mise en place dans la formation initiale de modules obligatoires sur les problématiques de genre, pour les futur-e-s enseignant-e-s (selon un volume horaire identique dans toutes les ESPE), et pour toutes les autres catégories de personnel (CPE, agent-e-s) ; – un renforcement de l'offre de formation continue sur ces questions ; **Et parce que cette lutte ne peut être que globale et certainement pas catégorielle, et que toutes et tous, nous devons pouvoir avoir notre mot à dire, notre pierre à apporter, pour être acteurs et actrices à part entière, contre le patriarcat et les volontés de domination sur les êtres humains, d'un mouvement de lutte laïque, égalitaire, collectif et solidaire, SUD éducation revendique :** – la participation des élèves dans la réflexion et les pratiques pédagogiques antisexistes et antiLGBTQIphobes, pour déconstruire de façon concertée et collaborative les stéréotypes ; – la participation de toutes les catégories de personnels car cette lutte

ne peut être que globale et certainement pas catégorielle ; – la participation de tous les parents, d’où qu’ils/elles viennent, de classe moyenne ou de quartier populaire, français ou étrangers (avec ou sans papiers), de famille hétéro ou homoparentale, athé-e-s ou croyant-e-s.

Documents joints

Tract 14 janvier